

LA CHINE ET NOUS

JEAN FRANÇOIS BILLETER
SINOLOGUE

*Les régimes russe et chinois
se savent condamnés
si la démocratie
se développe à leur porte
et sert d'exemple*

Quand les hommes et femmes politiques, les économistes, les journalistes qui commentent l'actualité tiennent compte du passé, c'est généralement à l'échelle des dix ou vingt dernières années. Ils remontent par exemple à l'an 2001, date de l'entrée de la Chine dans l'OMC. Mais, pour bien comprendre le présent, il est utile de remonter plus haut et de prendre en considération l'histoire du régime depuis sa fondation en 1949, voire toute l'histoire contemporaine de la Chine, voire un passé plus ancien.

Il y a au cœur du régime de Pékin, légués par l'histoire, trois problèmes non résolus et qui, pour le moment, sont insolubles.

Le premier remonte à la fin de l'empire, en 1911, et à la proclamation, en 1912, de la République de Chine, qui existe toujours à Taïwan. Cette république est née d'un soulèvement des Chinois contre la domination mandchoue. Les Mandchous, un peuple de conquérants, avaient inclus dans leur empire les régions immenses du Tibet, du Xinjiang et de la Mongolie.

La dynastie précédente, celle des Ming, ne comprenait pas ces régions. Quand les Chinois Han se sont libérés de leurs maîtres mandchous, ils auraient dû admettre que les Tibétains, les Ouïghours et les Mongols en tassent autant pour leur propre compte et qu'à l'empire succèdent dans cette partie du monde plusieurs Etats-nations, alliés entre eux. Cela a été envisagé au début, mais l'histoire est allée vite et en a décidé autrement. Le résultat actuel est que le Parti communiste chinois (PCC), au lieu de laisser ces peuples vivre comme ils l'entendent au sein d'un empire comme autrefois, les met au service du nationalisme chinois et ne peut plus le faire que par la violence. Le problème est insoluble parce que la seule solution serait de remplacer L'État chinois actuel par plusieurs nations indépendantes, ce que le pouvoir actuel refuse d'envisager. Il est condamné à user de la violence qui, comme vous le savez, prend des formes atroces.

Le deuxième problème tient à la nature du régime actuel. Le PCC n'a pas été porté au pouvoir par une révolution sociale, mais par une victoire militaire, d'abord locale contre l'occupant japonais, puis complète en

1949 contre les nationalistes de Tchang Kai Shek - complète à l'exception de Taiwan. La révolution sociale, il l'a imposée une fois au pouvoir, par des méthodes autoritaires, avec quelques résultats positifs au début et, très vite, des conséquences catastrophiques. En 1956, à peine sept ans après sa prise de pouvoir, il s'est senti menacé. Les événements de Berlin-Est en 1953, de Pologne et de Hongrie en 1956, la dénonciation des crimes de Staline par Khrouchtchev en 1956 l'ont inquiété. A l'intérieur, la résistance des paysans à la collectivisation de l'agriculture et celle des ouvriers à leur mise au pas dans les usines l'ont mis en échec. Il a tenté de s'en tirer en invitant les Chinois, les intellectuels en premier lieu, à exprimer publiquement leur critique. Elle a été telle qu'il a pris peur et que, trahissant sa promesse, il a lancé contre eux, à l'extérieur et à l'intérieur du Parti, une répression implacable, à grande échelle. C'était en 1957. C'est à ce moment-là que le Parti et son régime sont devenus totalitaires, imposant leur volonté par la terreur. C'est aussi à partir de ce moment-là que, privés de boussole, les dirigeants chinois ont jeté la Chine dans une série de catastrophes: la répression de 1957-1958, le Grand Bond en avant de 1958-1959, la famine de 1959-1961 puis, après quelques années de rétablissement, la Révolution culturelle de 1966-1969. Chaque fois des dizaines de millions de victimes, dans un pays entièrement fermé au monde extérieur:

La famine de 1959-1961, qui a causé entre 30 et 40 millions de morts, est la plus grande famine connue de l'histoire. Elle fut entièrement de la faute du Parti. Quand aujourd'hui ce Parti, toujours le même, se vante d'avoir tiré le peuple chinois de la pauvreté, il faut lui rappeler son histoire. Il est vrai que la Chine était pauvre quand il a pris le pouvoir et que c'est sous sa direction que la société chinoise, ou plus exactement une partie de la société chinoise, s'est enrichie de façon stupéfiante depuis une vingtaine d'années. Ce qu'il faut lui rappeler, c'est que, dans l'intervalle, il a deux fois ruiné le pays.

Je me souviens très bien de la Chine des années 1963-1966, à l'époque où j'y ai fait trois ans d'études. Elle était pauvre, mais reprenant son souffle. Je me souviens tout aussi bien de l'état où je l'ai trouvée quand j'ai pu y retourner neuf ans plus tard, après la Révolution culturelle, en 1975. Elle était exsangue, ruinée. A Pékin, la crise du logement était gravissime parce qu'en neuf ans la population avait beaucoup augmenté, mais que pas un seul logement n'avait été construit. Il ne faut pas se tromper: les audacieuses réformes économiques lancées par Deng Xiaoping quatre ans plus tard, à partir de 1979, ont tiré la Chine de cette arriération-là, conséquence des errements du Parti, non de son sous-développement d'avant 1949. J'en reviens aux dates. S'il faut en retenir deux, ce seront pour moi 1957 et 1991. En 1957, le régime est devenu totalitaire parce qu'il a eu peur. En 1991, la disparition soudaine de l'Union soviétique lui a fait encore plus peur. Depuis lors, toute son action est dictée par la peur de subir le même sort. Cette action a donné des résultats spectaculaires, qui ont étonné le monde - mais le ressort de cette action a toujours été

celui-là, et le reste. Les méthodes ont changé, en partie, mais la nature totalitaire du régime n'a pas changé, et n'est pas près de changer. Mais en quoi y a-t-il là un problème insoluble, me direz-vous? J'y reviendrai tout

Il faut que j'évoque d'abord le troisième problème légué par l'histoire. Le Parti ne parle plus du tout de sa propre histoire, sinon par quelques mythes tirés de l'épopée révolutionnaire d'avant 1949, mais il se réfère de plus en plus à la grandeur passée de la Chine. Or cette grandeur passée est celle de l'empire, et cette référence a une dimension politique. La Chine a depuis des temps très anciens une culture politique spécifique, et je pense même que c'est par cette culture qu'elle se définit dans la durée. Or, depuis le milieu du XIX^e siècle, lorsque la Chine était très affaiblie et incapable, par conséquent, de se défendre contre les entreprises des puissances coloniales, un nombre grandissant de Chinois bien informés, et soucieux du destin de leur pays, se sont convaincus qu'ils devaient s'inspirer des puissances occidentales, non seulement sur le plan technique, mais aussi sur celui des idées et de la pensée politique, ce qui conduisit à une rupture avec une tradition politique séculaire, aussi ancienne que l'empire, voire plus ancienne encore par ses origines. A partir du milieu du XIX^e siècle, des forces progressistes se sont constituées, qui ont voulu libérer la Chine des cadres anciens dans lesquels elle était enfermée. Le drame est que, génération après génération, ces forces ont été battues: les Taiping au milieu du XIX^e siècle, puis les réformateurs des dernières années de l'empire, puis le puissant mouvement ouvrier du début des années 1920 et le tout aussi puissant mouvement de renouveau social, moral et culturel lancé par la jeunesse en mai 1919. Le sort de ces forces progressistes a été tragique. Elles se sont vite trouvées devant trois ennemis impitoyables: le régime de Tchang Kai Shek devenu un Etat policier à partir de 1927, un Parti communiste devenu stalinien dans ses pratiques, puis l'occupant japonais. La Chine ouverte et progressiste a repris vie après la défaite du Japon et pendant les premières années du nouveau régime, jusqu'au retournement de 1957. Je l'ai vue renaître durant les années 1980, lorsque Deng Xiaoping a jugé opportun de relâcher un peu le contrôle du Parti sur les esprits. Après Tiananmen, en 1989, le Parti a rétabli un contrôle serré et n'a cessé depuis lors de le rendre de plus en plus complet. Je considère l'histoire contemporaine de la Chine comme une tragédie dont l'acte le plus récent est l'écrasement brutal de la démocratie à Hong Kong, à l'occasion duquel le régime de Pékin a une nouvelle fois montré qu'il ne se sent pas lié par les promesses qu'il fait ni par les engagements qu'il prend.

Tels sont ces trois problèmes légués par l'histoire. D'abord un Etat-nation nationaliste chinois Han qui a hérité d'un empire multiethnique et ne reconnaît pas aux autres peuples de cet empire le droit de disposer d'eux-mêmes. Il ne peut le leur reconnaître sans se mettre lui-même en danger et n'a plus d'autre ressource que le recours à la violence. Ensuite un Parti qui a suscité des espoirs au moment de sa prise de pouvoir en

1949, qui a été vivement contesté quelques années plus tard à cause de ses méthodes, qui a pris peur et qui s'est mué en 1957, pour se maintenir, en un pouvoir totalitaire et qui, après un demi-siècle d'une histoire agitée, dispose de méthodes beaucoup plus raffinées qu'à ses débuts. Le problème est qu'il ne peut rien céder sur le contrôle sans se mettre lui-même en danger. Le troisième problème est que les dirigeants actuels se réfèrent à la grandeur passée de la Chine, mais ne disent plus rien de l'histoire du régime, ni de l'histoire contemporaine de la Chine, ni même de l'histoire plus ancienne. Ils n'en disent plus rien et ne veulent pas qu'on s'y intéresse. Leur propagande généralise l'ignorance du passé, à l'intérieur et à l'extérieur. Imagine-t-on ce que la Chine apporterait au monde si elle était libre et démocratique, elle qui constitue un cinquième de l'humanité et qui a une histoire extraordinairement riche? Il n'y a pas de proportion entre ce qu'elle représenterait alors et ce qu'elle représente aujourd'hui.

Vous pensez peut-être que ce tableau est trop sombre et qu'il est dicté par une humeur personnelle. Je puis vous dire que cette vision et les sentiments qu'elle inspire, je les partage avec bon nombre d'amis qui ont étudié la Chine comme moi, et beaucoup d'amis chinois.

Mais dans mon titre, il y avait «la Chine et nous». Ce «nous», dans mon esprit, ce sont les Européens. Plus j'ai étudié la Chine, présente et passée, plus je me suis senti Européen – Suisse parfois mais, plus profondément, Européen. Et j'ai acquis la conviction que ce qui distingue le plus fondamentalement les civilisations européenne et chinoise depuis leurs origines les plus anciennes, ce sont deux traditions politiques très différentes. Dans un bref essai de synthèse paru il y a deux ans*, j'ai tenté de définir et de comparer ces deux traditions. Je ne mentionnerai à ce propos qu'un seul fait: depuis l'époque archaïque jusqu'au XXe siècle, donc pendant plus de trois mille ans, l'État a toujours été monarchique en Chine, sans exception. Or depuis le XIXe siècle, ces deux traditions, européenne et chinoise, se sont affrontées en Chine même et, comme je l'ai dit, les forces qui se sont inspirées de la nôtre ont été défaites les unes après les autres. L'affrontement n'a pas cessé et se poursuit au sein de la société chinoise actuelle. La preuve en est un document interne du Parti qui devait rester secret, mais qui a fuité et que tout le monde peut lire sur internet. C'est le fameux document n° 9 qui date de 2012 et qui a été dicté, dit-on, par Xi Jinping lui-même. Ce document dit que tout membre du Parti a le devoir de combattre, partout et toujours, les «valeurs occidentales». Tout le monde sait ce que recouvre ce terme vague: ce sont la séparation des pouvoirs, le droit, les libertés garanties par le droit, donc la liberté. Ce sont les droits de l'homme et ceux du citoyen, qui permettent au citoyen d'opposer le droit au pouvoir. En qualifiant ces valeurs «d'occidentales», ce document les qualifie implicitement de non chinoises. Ce document est une déclaration de guerre politique. Cette guerre, qui est menée sans relâche depuis lors, est une guerre double: c'est une guerre déclarée à l'intérieur de la Chine et non

déclarée partout ailleurs, y compris chez nous. Le régime chinois ne cherche pas à dominer le monde, mais d'une part à combattre partout les idées susceptibles de mettre en cause son pouvoir, notamment dans les organisations internationales, de l'autre à mettre la main sur toutes les ressources dont il a besoin pour devenir la première puissance du monde et le rester.

Le régime est obligé de suivre cette double stratégie, car son avenir en dépend. Il va de soi que nous devons avoir avec l'Etat chinois et les citoyens chinois des rapports réglés, apaisés et mutuellement bénéfiques. Nous devons en même temps garder à l'esprit qu'il y a au cœur du régime chinois des problèmes qui sont insolubles dans le cadre de ce régime, et qui le condamnent à se maintenir par la violence, ouverte ou cachée. Le fond du problème est le même dans le cas chinois et dans le cas russe, et il est simple: les deux régimes se savent condamnés si la démocratie se développe à leur porte et sert d'exemple à l'intérieur de leurs frontières. Toute la rhétorique qu'ils développent sur la grandeur passée de leurs civilisations, c'est-à-dire de leurs empires, est un rideau de fumée - mais aussi l'aveu de leur régression vers des formes de pouvoir anciennes. Pour parer la menace qui est à leur porte, ils sont prêts à faire la guerre. Nous le voyons en Ukraine depuis le 24 février. La Chine est plus riche, plus puissante et plus prudente, mais son régime est exposé à la même menace et il est tout aussi résolu - il en a fait la démonstration à Hong Kong - et son influence s'étend.

Ce à quoi nous tenons le plus ici n'est pas le produit de notre histoire nationale, mais de toute l'histoire européenne, et ne peut être défendu que par l'Europe entière. Une collègue chinoise, historienne, s'est exclamée il n'y a pas longtemps dans une conversation: «Si l'Europe échoue, nous sommes perdus!».

Je pense comme elle que le monde a besoin de l'Europe et, en plus, que - ce sera le dernier point de mon bref exposé - que l'Europe a besoin de la Suisse.

J'imagine souvent une balance et ses deux plateaux. Sur l'un je place notre sacro-sainte neutralité et les bons offices que nous offrons de temps à autre, sur l'autre ce que nous apporterions à l'Europe si nous décidions de nous joindre aux Européens, dans l'Union qu'ils forment actuellement, afin d'agir avec eux.

Pour moi, la balance penche sans aucun doute possible du second côté. Je vis retiré, je ne vois pas beaucoup de monde, mais je constate que les personnes à qui je dis cela sont toutes d'accord avec moi:

«Mais oui, bien sûr», disent-elles. J'aimerais beaucoup savoir combien de citoyens suisses réagiraient de la même manière si on les mettait devant cette alternative. Et je suis persuadé que nous serions accueillis à bras ouverts par l'Union européenne, car il est évident pour tout le monde que notre pays est une pièce centrale de l'Europe du point de vue géographique et plus encore du point de vue de l'histoire politique du continent - du point de vue de l'histoire des formes politiques modernes

depuis la Révolution française et des révolutions de 1848. La Suisse est la pièce qui manque au puzzle européen. Mise à sa place, cette pièce remplacerait un vide par un plein. Nous ne renoncerions à rien de ce qui fait que la Suisse est la Suisse, excepté sa voie solitaire.

Il me semble que le moment est venu d'envisager cette possibilité, pour donner au débat l'ampleur qu'il mérite. Je ne pense pas à une adhésion passive mais à une adhésion active. Nous ne devrions pas nous demander ce que l'Union européenne peut faire pour nous, mais ce que nous pouvons faire pour elle. Nous pourrions faire beaucoup. En disant cela, je pense certes à l'Europe dans son état actuel, mais plus encore au projet dont elle est porteuse en vertu de son histoire.

Le sinologue Jean François Billeter a récemment livré cette allocution à la demande de la conseillère fédérale Simonetta Sommaruga, lors d'un séminaire consacré au «changement» d'époque.

★ *Pourquoi l'Europe. Réflexions d'un sinologue*
Editions Allia, Paris, 2022